CURRICULUM VITAE

Bertand-Léo COMBRADE

Professeur des Universités
Agrégé de droit public
Université de Poitiers

Né le 17 juillet 1984 à Pessac (Gironde)
+33 (0)6 68 93 63 43
bertrand.leo.combrade@univ-poitiers.fr

Bâtiment E9
43, place Charles de Gaulle
TSA 81100
86073 Poitiers Cedex 9, France

Spécialités : Droit constitutionnel, Contentieux constitutionnel, Droit administratif.

Membre de l'Institut de Droit Public (IDP), *Université de Poitiers*.

Membre associé du Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique, épistémologie et sciences sociales (CURAPP-ESS - UMR 7319), *Université de Picardie Jules Verne*.

Membre associé de l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS - UMR 8103), *Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)*.

Chef du pôle « Droit constitutionnel », *Les Surligneurs*.

I. PARCOURS……5
A. Formation……5
B. Distinctions……5
C. Expérience professionnelle universitaire……5
D. Expérience professionnelle extra-universitaire……6
E. Compétences linguistiques……6
F. Vie associative……6
II. ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES……7
A. Enseignements……7
1. Cours magistraux……7
2. Séminaires……7
3. Travaux dirigés……8
4. Tutorat……8
B. Encadrement doctoral et d'habilitations à diriger des recherches……8
1. Direction de thèses et d'habilitations à diriger des recherches ……8
2. Participation à des jurys de soutenance de thèse……9
C. Direction de mémoires……9
1. En Master 1……9
2. En Master 2……9
D. Organisation et animation de manifestations……10
E. Participation à des jurys……10
1. Validation des acquis de l'expérience……10
2. Examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle d'avocat……10
3. Comité de suivi individuel de thèse……11
F. Publications……11
G. Responsabilités pédagogiques……11
III. ACTIVITÉS DE RECHERCHE……12
A. Activités individuelles……12
1. Thèse……12
2. Direction d'ouvrages collectifs……12
3. Articles dans des revues à comité de lecture……12
4. Contributions à des ouvrages collectifs……12
5. Communications orales suivies de publication……13
6. Communications orales non suivies de publication……15
7. Tribunes……17
8. Notes……17
9. Chroniques……19
10. Recension d'ouvrage……19
11. Évaluation d'articles……19
12. Recherche non publiée……19
B. Travaux de recherche collectifs……19
1. Articles dans des revues à comité de lecture……19
2. Contributions à des ouvrages collectifs……19
3. Rapports……20
4. Groupes de recherche……20
C. Responsabilités scientifiques……21
1. Co-direction d'un numéro de revue……21
2. Co-direction d'ouvrages collectifs……21
3. Co-direction de groupes de recherche……21
4. Co-direction de l'organisation de séminaires mensuels……22
5. Organisation de colloques……22
6. Fonctions exercées au sein d'instances universitaires……22
IV. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES……23
A. Responsabilités administratives……23
B. Participation à des jurys et des comités de sélection……23
V. ACTIVITÉS À L'EXTERIEUR DE L'UNIVERSITÉ……23
A. Activités d'expertise……23
1. Auditions dans le cadre de réformes……23
2. Auditions dans le cadre de missions de contrôle et d'évaluation……24
3. Participation à des rapports publics……25
4. Soutien dans le cadre de la mise en œuvre d'une révision de la Constitution ……25
5. Rédaction de saisines du Conseil constitutionnel……25
B. Jurys de concours……25
C. Diffusion de la recherche……26
1. Presse écrite et médias en ligne……26
2. Radio……30
3. Télévision……30
4. Organisation et animation de conférences destinées au grand public……31
5. Intervention à des conférences destinées au grand public……31

I. PARCOURS

A. FORMATION

2022 **Admis au concours d'agrégation de droit public** (prés. M. le Pr. Philippe Terneyre). Rang : Major.

2016 **Qualification aux fonctions de Maître de conférences** (CNU, section 02, droit public). Rapporteurs : M. le Pr. Xavier Magnon et M[me] Marie-France Verdier.

2015 **Doctorat en droit public**, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).
Sujet de thèse : *L'obligation d'étude d'impact des projets de loi*, 609 p., soutenue le 8 décembre 2015.
Directeur de thèse : M. Michel Verpeaux, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)
Membres du jury : M. le Pr. Jean Gicquel (président),
M[me] la Pr. Anne Levade (rapporteur)
M. le Pr. Philippe Blachèr (rapporteur)
M. le directeur Georges Bergougnous (suffragant)
M. le Pr. Thomas Perroud (suffragant)
M. le Pr. Michel Verpeaux (directeur de la recherche).
Mention : Très honorable avec félicitations du jury, autorisation de diffusion en l'état, thèse proposée pour l'obtention d'un prix de thèse et l'octroi d'une subvention en vue d'une publication.

2009 **Master 2 recherche droit public fondamental**, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

2008 **Master 1 droit public**, Université Bordeaux IV.

2007 **Licence de droit, parcours sciences politiques**, Université Bordeaux IV.

2003 **Baccalauréat, série ES, lycée François Magendie**, Bordeaux.

B. DISTINCTIONS

2025 **Lauréat de l'appel à projets interne Impulsions Interdisciplinaires de Recherche** (2IR).

2021-2025 **Prime d'encadrement doctoral et de recherche** (PEDR), CNU, section 02, droit public.

2019 **Lauréat de l'appel à projet « Innovation pédagogique »**, Université de Picardie-Jules Verne.

Lauréat de l'appel à projet « QPC 2020 » (avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle), Conseil constitutionnel.

2016 **Prix de thèse Dalloz**.

Prix spécial de thèse de l'Assemblée nationale.

C. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE UNIVERSITAIRE

Dep. 2022 **Professeur de droit public**, Université de Poitiers.

2016-2022 **Maître de conférences en droit public**, Université de Picardie Jules Verne.

2015-2016 **Assistant ingénieur d'études**, Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS), Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

2014-2016 **Enseignant vacataire**, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1) et Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

2012-2014 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche** (ATER), Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

2009-2012 **Doctorant contractuel avec mission d'enseignement**, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

D. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE EXTRA-UNIVERSITAIRE

Dep. 2023 **Rédacteur en chef de la rubrique « Droit constitutionnel »**, Les Surligneurs.

2008 **Cabinet d'avocat Fidal**, Département droit public, stagiaire, Bordeaux (2 mois).

2007 **Conseil de l'Europe**, Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, stagiaire, Strasbourg (1 mois).

2006 **Conseil Général de la Gironde**, Service enfance et famille, stagiaire, Bordeaux (1 mois).

2005 **Centre hospitalier Charles-Perrens**, Service usagers et qualité, stagiaire, Bordeaux (1 mois).

E. COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

- **Anglais** (lu, parlé, écrit).

- **Espagnol** (notions basiques).

F. VIE ASSOCIATIVE

Dep. 2023 **Membre de la Société de législation comparée** (SLC).

Membre et bénévole au sein de l'association Parlons Démocratie.

Membre du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC).

Dep. 2009 **Membre de l'Association française de droit constitutionnel** (AFDC).

II. ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

A. ENSEIGNEMENTS

1. Cours magistraux

2025 **Droit constitutionnel comparé**, Master 1 droit comparé/droit hongrois, Université Loránd-Eötvös (ELTE), Budapest (Hongrie), 5 h.

Dep. 2023 **Droit administratif général** (2d semestre), L2 AES, Université de Poitiers, 30 h.

Droit constitutionnel (2d semestre), L1 AES, Université de Poitiers, 30 h.

2022-2023 **Droit constitutionnel** (1er semestre), L1 droit, Université de Poitiers, 30 h.

2017-2022 **Droit constitutionnel** (1er semestre), L1 droit et science politique, Université de Picardie Jules Verne, 33 h.

2016-2022 **Droit administratif approfondi**, L3 science politique, Université de Picardie Jules Verne, 48 h.

Droit de l'urbanisme, M1 droit public, M1 expertise foncière et M1 contentieux, Université de Picardie Jules Verne, 30 h.

2018-2019 **Institutions européennes**, Prépa-concours de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG), Université de Picardie Jules Verne, 10 h.

2016-2017 **Droit public des affaires**, M2 droit public, Université de Picardie Jules Verne, 15 h.

2014-2015 **Gestion publique**, M1 droit public, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 30 h.

2. Séminaires

Dep. 2023 **Initiation à la méthode de la recherche juridique**, M1 droit public, Université de Poitiers, 15 h.

Droit des actes administratifs unilatéraux, M2 droit de l'action publique, Université de Poitiers, 30 h.

2016-2022 **Pratique du contentieux administratif**, M2 droit public, M2 juriste européen et M2 contentieux, Université de Picardie Jules Verne, 30 h.

2017 **Formation des chargés de travaux dirigés en droit**, Université de Picardie Jules Verne, 2 h.

2014-2015 **Méthodologie du cas pratique en droit administratif**, IEJ Jean Domat, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 4 h.

Méthodologie de la note de synthèse, IEJ Jean Domat, Université Panthéon-Sorbonne

(Paris 1), 4 h.

3. Travaux dirigés

2016-2017 **Contentieux administratif**, M1 droit public, M1 expertise foncière et M1 contentieux, Université de Picardie Jules Verne, 18 h (dir. M. le Pr. Arnaud Sée).

2015-2016 **Contentieux constitutionnel**, M1 droit public, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 18 h (dir. M. le Pr. Michel Verpeaux).

Finances publiques, L2, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 18 h (dir. Mme le Pr. Julie Benetti).

Droit fiscal, L2, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 36 h (dir. M. Renaud Bourget).

2014-2015 **Libertés fondamentales**, L3, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 18 h (dir. M. le Pr. Bertrand Mathieu).

2010-2014 **Droit administratif**, L2, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 36 h (dir. M^{me} le Pr. Maryse Deguergue).

2009-2012 **Droit constitutionnel**, L1, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 36 h (dir. Mme le Pr. Julie Benetti, M. le Pr. Bastien François, M. le Pr. Dominique Rousseau, M^{me} Sandrine Lévêque et M. Guillaume Sacriste).

2009-2010 **Méthodologie juridique**, L1, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 18 h (dir. M^{me} la Pr. Julie Benetti).

4. Tutorat

2008-2009 **Soutien personnalisé à des étudiants de 1er cycle**, Université Panthéon-Sorbonne (Paris1), 96 h (dir. M. le Pr. Pierre-Michel Eisemann).

B. ENCADREMENT DOCTORAL ET D'HABILITATIONS À DIRIGER DES RECHERCHES

1. Direction de thèses et d'habilitations à diriger des recherches

Dep. 2024 **Guillaume Baticle,** ***Confronter la parole politique au droit. L'expérience du legal-checking***, thèse financée par une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE).

Dep. 2023 **Ousmane Koudangbe Houzibé,** ***Les régimes politiques dans le constitutionnalisme tchadien. De la succession des Républiques à la démocratie introuvable. 1958-2024***, habilitation à diriger des recherches (HDR).

Dep. 2022 **Adrièle Jestin,** ***Le contrôle politique exercé par le Sénat sous la V^{e} République***, thèse financée par un contrat doctoral (2022-2025), en co-direction avec M. Benoît Mercuzot.

2. Participation à des jurys de soutenance de thèse

2024 **Samuel Seu,** ***La distinction entre État de droit et démocratie. Essai d'une possibilité de la théorie constitutionnelle de la démocratie illibérale***, dir. Mme le Pr. le Pr. Anne Levade et M. le Pr. Olivier Cayla, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).
Jury : M. le Pr. Denys de Bechillon, M. le Pr. Julien Jeanneney et M. Vincent Valentin.

Aloïs Toyane, ***Parlements et recherche scientifique***, dir. M. le Pr. Éric Oliva, M. le Pr. Philippe Poirier et Mme la Pr. Sophie de Cacqueray, Aix-Marseille Université et Université de Luxembourg.
Jury : Mme Virginie Tournay, M. le Pr. Bertrand-Léo Combrade, M. Laurent Scheeck et M. Louis Chauvel.

2023 **Perrine Preuvot,** ***Les résolutions parlementaires, instrument de la fonction tribunitienne du Parlement français***, dir. M. le Pr. Bertrand Mathieu, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).
Jury : M[me] la Pr. Pauline Türk, M. le Pr. Bertrand-Léo Combrade (rapporteurs), M[me] Corinne Luquiens, M. Éric Tavernier, M. le Pr. Jean Gicquel et M[me] le Pr. Anne Levade.

Natalia Munhoz Machado Prigol, ***Restrictions des libertés fondamentales des travailleurs dans les entreprises de tendance : étude comparative franco-brésilienne***, co-dir. MM. les Pr. David Capitant et Daniel Wunder Hachem, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).
Jury : M[me] le Pr. Marcia Carla Pereira Ribeiro et M. le Pr Bertrand-Léo Combrade (rapporteurs), M[me] le Pr. Jacqueline Morand-Deviller et M. le Pr. Pierre Bourdon.

C. DIRECTION DE MÉMOIRES

1. En Master 1

2020-2021 - Shaïna Brancour, *Les « smart cities » à l'aune du droit de l'urbanisme.*
- Marie Jumel, *L'impact de l'ordonnance du 25 mars 2020 sur le droit de l'urbanisme.*
- Quentin Leroux, *Le droit de l'urbanisme et la protection de l'environnement.*

2019-2020 Israël Lombenga Mundeke, *Les enjeux de l'urbanisation à l'époque contemporaine en France et en République démocratique du Congo (étude comparée).*

2. En Master 2

2023-2024 - Anne Lequime, *Gouverner sans majorité absolue. La V[e] République sans le phénomène majoritaire.*
- Samer Nassimi, *Les constitutionnalistes face au régime de Vichy.*
- Mamadou-Mansour Gueye, *Perquisitions administratives et visites domiciliaires : comparaison entre deux mesures administratives de lutte contre le terrorisme.*

2022-2023 Guillaume Baticle, *Confronter la parole politique au droit public : l'expérience du « legal-checking ».*

2021-2022 - Florian Baudin, *La place de l'oralité dans le procès administratif et son influence sur la décision du juge.*
- Sarah Chelh, *L'appréciation de la condition de l'urgence par le juge des référés.*
- Béni Kossi Okouto, *Le contrôle politique exercé par le Sénat depuis la révision constitutionnelle de 2008.*

2020-2021 - Louisa Docquincourt, *Les représentants d'intérêt à l'Assemblée nationale. Des couloirs à l'open data.*
- Dovi Cassandra Agoh, *Le contrôle des infractions en matière d'urbanisme : entre particularismes et modernité.*

2019-2020 - Manon Rader, *Les interprétations de l'article 66 de la Constitution.*
- Louise Van Daële, *Le juge administratif et le principe de sécurité juridique.*
- Louis Wacquier, *La transition énergétique à l'épreuve du droit public. Étude du déploiement des éoliennes en zones protégées.*

2018-2019 - Kahine Baziz, *La zone d'aménagement concerté : une mise en place rigoureuse pour un projet d'aménagement complexe.*
- Quentin Baron, *L'office du juge administratif durant la phase d'instruction et du délibéré.*
- Thibaut Maigné, *Les difficultés des villages ruraux face à la volonté de densification massive de l'État.*

2017-2018 - Faustine Caillet, *La prévention des risques naturels et ses relations avec les politiques d'urbanisme.*
- Douja Chamekh, *Les mineurs non accompagnés. Statut juridique et prise en charge.*
- Mehdi Moujahid, *Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Quelles implications juridiques pour les régions ?*
- Cyrielle Taty, *Le plan particulier d'intervention.*

2016-2017 - Noémie Chivot, *Le juge de l'aide sociale dans le contentieux du revenu de solidarité active.*
- Sarah Da Silva, *Les compétences communales en matière d'état civil.*
- Camille Lebut, *Réflexions autour de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal.*
- Noëlla Ndouba, *Réflexions sur l'accès à la justice en France. Le cas de l'aide juridictionnelle.*
- Justine Parisseaux, *Le renforcement de la protection fonctionnelle des agents publics et des élus : une nécessité face à la pénalisation de la vie publique.*

D. ORGANISATION ET ANIMATION DE MANIFESTATIONS

Dep. 2025 **Intervervention en école élémentaire** (CM1 et CM2) dans le cadre de l'enseignement moral et civique.

Dep. 2024 **Organisation de partages d'expériences en matière pédagogique**, en ligne.
- Assurer un cours magistral accompagné de travaux dirigés en licence, 27 mai 2024.

2020-2022 **Interventions de juristes** présentant leur parcours ou leurs recherches aux étudiants en droit.
- Armand Desprairie, La décision implicite d'acceptation en droit administratif français 8 décembre 2023)
- Olivier Toubiana, Juriste et urbaniste dans le secteur de l'économie mixte (24 mars 2022).
- Pauline Thiberge, Chargée de mission « Transition de l'industrie vers l'économie circulaire » (29 octobre 2021).
- Manon Vandaële, Magistrate administrative (4 février 2021).

2018-2022 **Nuit du Droit**, Amiens.

2019 **Ateliers constituants**, L1 droit et science politique, Université de Picardie Jules Verne.

E. PARTICIPATION À DES JURYS

1. Validation des acquis de l'expérience

2021 Candidature de Mme Betty Dujardin en vue de l'obtention du M2 Gestion publique locale. Jury : avec Mme Céline Husson et Mme Anne-Sophie Fardel.

2. Examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle d'avocat

2016 **Président du jury du grand oral** de l'examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle d'avocat (CRFPA), IEJ de l'Université Paris-Sud.

3. Comité de suivi individuel de thèse

Dep. 2017 **Participation en tant que membre spécialiste ou externe** à des comités organisés par l'École doctorale en sciences humaines et sociales de l'Université de Picardie-Jules Verne et de l'École doctorale Pierre Couvrat de droit et science politique, Université de Poitiers.

F. PUBLICATIONS

Dep. 2021 ***Droit constitutionnel. Méthodologie et sujets corrigés*** (dir. Michel Verpeaux), Les annales du droit, Dalloz.
- Dissertation : « À la lumière de votre expérience personnelle sur laquelle vous reviendrez dans vos développements et en vous appuyant sur les connaissances que vous avez acquises en travaux dirigés et durant le cours magistral, que vous inspire le processus constituant actuellement à l'œuvre sur l'île ? » (2025).
- Dissertation : « La démocratie libérale » (2024).
- Commentaire de l'allocution radiodiffusée du Général de Gaulle en date du 30 mai 1968 (2023).
- Commentaire de texte : « Pour un bon usage du référendum », extrait d'une tribune publiée par Gil Delannoi dans la revue Esprit, juin 2013 (2022).
- Commentaire d'un extrait de l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et stable, présenté au Conseil d'État en avril 2018 (2021).

G. RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Dep. 2024 **Responsable du pôle droit public de la Clinique juridique**, Université de Poitiers.

2020-2022 **Co-responsable du Master droit public**, Université de Picardie Jules Verne.

2018-2022 **Responsable de la Clinique du droit**, Université de Picardie Jules Verne.

2018-2019 **Responsable de la prépa-concours de l'Institut de préparation à l'administration générale** (IPAG), Université de Picardie Jules Verne.

III. ACTIVITÉS DE RECHERCHE

A. ACTIVITÉS INDIVIDUELLES

1. Thèse

2017 ***L'obligation d'étude d'impact des projets de loi,*** Paris, Dalloz, coll. Nouvelle bibliothèque de thèses, 2017, 501 p.

2. Direction d'ouvrages collectifs

2019 ***1968-2068. La justice administrative en mutation***, Paris, Lextenso, Coll. CEPRISCA, 2019, 130 p.

3. Articles dans des revues à comité de lecture

2024 **« Gouverner sans majorité absolue. Un apprentissage difficile »**, *RDP*, décembre 2024, n°4, p. 132- 139.

2023 **« Le gouvernement argumente, l'étude d'impact passe »** (Commentaire de la décision n° 2023-13 FNR du 20 avril 2023, Présentation du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense), *RFDC*, 2023/4, n° 136, p. 966-973.

2022 **« La France face aux enlèvements contre rançon revendiqués par des groupes terroristes »**, *RDP,* mars 2022, n° 2, p. 479-498.

2021 **« Y a-t-il un recours pour renforcer l'effectivité des droits fondamentaux ? Les actions de groupe en droit administratif français »**, A&C – *Revista de Direito Administrativo & Constitucional, Belo Horizonte*, n° 85, sept. 2021, p. 47-60.

2019 **« Les notes blanches des services de renseignement »**, *RFDA*, 27 décembre 2019, p. 1103-1115.

« Is There a Law Commission in France ? About the "Commission supérieure de codification" », *European Journal Of Law Reform,* janvier 2019, p. 44-57.

2014 **« Cinq ans plus tard. Première (et dernière ?) application de l'article 39 alinéa 4 de la Constitution »**, *in LPA*, 27 août 2014, p. 6-11.

« L'étude d'impact au Parlement français. Un instrument de mutation du rôle des assemblées dans le processus législatif ? », *in Études d'impact et production normative, RFAP*, 2014, n° 149, p. 195-206.

4. Contributions à des ouvrages collectifs

2024 **« Proposition n° 13 : Fixation de l'ordre du jour du Conseil des ministres par le**

Premier ministre », « Proposition n° 54 : Renforcer l'obligation des études d'impact », « Proposition n° 55 : Actualisation des études d'impact au fil de la procé dure » *in* Jean-Philippe Derosier (dir.), *65 ans de la Ve République : Une analyse prospective de la Constitution. Propositions du GRÉCI (Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions)*, LexisNexis, 2024, p. 208-209, 246-248, p. 248-249.

« **Étude d'impact et crise sanitaire : un rendez-vous manqué »**, *in Jus Publicum. Mélanges en l'honneur de Anne-Marie Le Pourhiet*, Economica, 2024, p. 229-237.

2023 **« Soixante-quatorze ans de législation déléguée en Italie »**, *in Pouvoir et contre-pouvoirs. Mélanges en l'honneur de Bertrand Mathieu*, LGDJ, 2023, p. 105-109.

« Autopsie d'une disposition constitutionnelle neutralisée. Les ressorts politiques de la décision n° 2014-12 FNR du 1er juillet 2014 », *in* T. Perroud, *Les grandes décisions de la jurisprudence du Conseil constitutionnel. Approche politique*, 2023, LGDJ, Lextenso, p. 476-490.

Entrées « Déclarations du Gouvernement » et « Étude d'impact », *in* D. Connil, P. Jensel-Monge et A. de Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, 2023, Larcier-Bruylant, coll. Études parlementaires, p. 345-348 et p. 481-484.

2020 **« Cachez cette contre-révolution que je ne saurais voir. La place du régime de Vichy dans l'enseignement du droit constitutionnel »**, *in Constitution, Révolution, Décentralisation. Mélanges en l'honneur de Michel Verpeaux*, Dalloz, 2020, p. 31-39.

2019 **« Réclamer sous la Ve République »**, *in* D. Rousseau (dir.), *Réclamer en démocratie*, Paris, Mare et Martin, 2019, p. 115-147.

« Propos introductifs » (en collaboration avec Didier Mésognon, président du tribunal administratif d'Amiens), *in* Bertrand-Léo Combrade (dir.), *1968-2068. La justice administrative en mutation*, Lextenso, Coll. CEPRISCA, 2019, p. 5-9.

2018 **« La procédure législative »**, *in* Ph. Blachèr (dir.), *La Constitution de la Cinquième République : 60 ans d'application (1958-2018)*, Lextenso éditions, LGDJ, 2018, p. 317-328.

2016 **« Les règles et principes constitutionnels gouvernant la fiscalité applicable aux entreprises »**, rapport rédigé dans le cadre du projet de recherche international *Bilateral Harmonisation Approach in Company Taxation (« Bihacotax »)*, dirigé par M. le Pr. Daniel Gutmann, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1) et M. le Pr. Steffen Lampert, Université d'Osnabrück, financé par l'Agence nationale pour la recherche (ANR), 2016, 29 p.

5. <u>Communications orales suivies de publication</u>

2024 « **Des compétences législatives limitées ? »,** *Le droit parlementaire de l'Union européenne : un impensé juridique ?*, colloque international organisé avec M. Basile Ridard, Institut de Droit public (IDP), Université de Poitiers, 21 et 22 novembre 2024.
<u>Publication</u> : à paraître.

« Les outils d'évaluation », Cohérence de l'action publique : quelle contribution du droit ?, colloque organisé par l'Institut de Droit public, Université de Poitiers, 7 novembre 2024.
<u>Publication</u> : à paraître.

2023 **« L'enquête en droit public. Une tentative de systématisation »**, *L'enquête en droit public*, colloque organisé par le Département de droit public interne de l'École doctorale

de droit de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 24 novembre 2023.
Publication : Vincent Boucher et Samuel Seu (dir.), *L'enquête en droit public*, Mare et Martin, 2024, p. 187-192.

Intervention à la table ronde « L'exercice du droit d'initiative parlementaire : quelle part ? quelles formes ? quels succès ? État des lieux dans une perspective comparatiste », *Repenser l'initiative législative dans et en dehors du Parlement : approche comparée*, colloque organisé par l'Institut Louis Favoreu-Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERC), Aix-Marseille Université, 8 et 9 juillet 2023.
Publication : « À l'initiative des citoyens, mais sous le contrôle du Parlement. Les "propositions motivées aux fins de légiférer" au Luxembourg », *in* M. Fatin-Rouge Stefanini, C. Geynet-Dussauze et N. Danelciuc-Colodrovschi, *Repenser l'initiative législative dans et en dehors du Parlement : approche comparée* (prévue en 2025).

« Louis Favoreu et le Conseil constitutionnel », *La doctrine et le Conseil constitutionnel*, colloque organisé par l'Institut de droit public de l'Université de Poitiers et l'Institut de recherche Carré de Malberg (IRCM) de l'Université de Strasbourg, 11 et 12 mai 2023.
Publication : Samy Benzina et Julien Jeanneney, *La doctrine et le Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2024, p. 111-124.

« Au-delà du réel. La fabrique du consentement au moyen des études d'impact des projets de loi », *La fabrique du consentement des gouvernés*, colloque organisé par l'Institut Maurice Hauriou (IMH) de l'Université Toulouse 1 Capitole, Sénat, 10 mars 2023.
Publication : prévue en 2025.

2022 **« Étendre le champ des études d'impact pour limiter le détournement de procédure ? »**, *Le Parlement escamoté ? Entre détournement et contournement de la procédure législative*, colloque organisé par l'Institut de Droit Public (IDP), Université de Poitiers, 15 et 16 décembre 2022.
Publication : prévue en 2025.

2021 **« Une fonction parlementaire précieuse : le contrôle politique exercé par le Sénat depuis 2008 »**, *Le Sénat, acteur « méprisé » de la V^e^ République ?*, colloque organisé par le Centre de recherche et d'étude en droit et science politique (CREDESPO), Université de Bourgogne, Sénat, 21 octobre 2021.
Publication : A. Granero et N. Droin (dir.), *Le Sénat, acteur « méprisé » de la V^e^ République ?*, LGDJ, Colloques et Essais, 2022, p. 195-215.

2020 **« Le rapport revisité du citoyen à la confection de la loi : vers une démocratie délibérative »** (Intervention à la table ronde), *La participation du citoyen à la confection de la loi. Enjeux et perspectives à partir du cas français*, journée d'étude organisée par l'Institut Louis Favoreu d'Aix-Marseille Université et Le Mans Université, 9 octobre 2020.
Publication : « Pour un citoyen augmenté », M. Heitzmann-Patin et J. Padovani (dir.), *La participation du citoyen à la confection de la loi. Enjeux et perspectives à partir du cas français*, PUF-Themis, 2022, p. 87-103.

2019 **« L'étude d'impact des projets de loi. Un outil de prévention des inconstitutionnalités soulevées dans le cadre de la QPC ? »**, *Procédure législative et QPC*, journée d'étude organisée par l'Institut Louis Favoreu-Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERC), Aix-Marseille Université, 4 octobre 2019.
Publication : « L'étude d'impact, reflet de l'intérêt porté par le Gouvernement aux questions de constitutionnalité », S. de Cacqueray et S. Hutier (dir.), *Parlement et QPC : Recherche pluridisciplinaire sur de nouvelles interactions institutionnelles*, Rapport d'étude, octobre 2020, p. 40-50 (https://urlz.fr/ge9D).

2018 **« Le contrôle de l'application de la loi »**, *Le Parlement depuis 2008 : renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la Ve République ?*, colloque organisé par l'Institut Louis Favoreu-Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERC), Aix-Marseille Université, 8 juin 2018.
Publication : S. de Cacqueray et S. Hutier et S. Lamouroux (dir.), *Le Parlement depuis 2008 : renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la Ve République ?*, Paris, Fondation Varenne, coll. Colloque, 2020, p. 153-167.

« L'impact de l'étude d'impact », *Les 10 ans de la révision constitutionnelle de 2008*, colloque organisé par l'Université de Rennes 1, 15 et 16 mars 2018.
Publication : *RFDC*, n° 116, 2018/4, p. 889-903.

« Les actions de groupe en droit administratif : une rénovation inaboutie du contentieux administratif », *in 1968-2068, La justice administrative en mutation,* colloque organisé par l'Université de Picardie Jules-Verne et le tribunal administratif d'Amiens (https://urlz.fr/gfvc)
Publication : Bertrand-Léo Combrade, *1968-2068. La justice administrative en mutation*, Paris, Lextenso, Coll. CEPRISCA, 2019, p. 112-129.

2017 **« Regards croisés sur l'action de groupe et l'action en reconnaissance de droits dans la loi "J21" »**, Troisièmes rencontres interrégionales du droit public, 15 septembre 2017, Université de Lille (http://urlz.fr/63Hk)
Publication : *Lexbase Hebdo - édition publique*, 16 novembre 2017, 12 p.

2013 **« About the Emergence of a Governmental Law »**, International Seminar on Legal Philosophy and Comparative Public Law (dir. M. Thaler, O. Pfersmann et M. Verpeaux), Université de Salzburg (Autriche).
Publication : « Et le droit gouvernemental fut. Brèves considérations sur la formalisation de la préparation des projets de loi », *in* M. Thaler et M. Verpeaux (dir.), *La recherche en droit constitutionnel comparé*, L'Harmattan, 2014, p. 163-168.

2011 **« À qui profite l'étude d'impact ?, Les effets de la constitutionnalisation d'une obligation d'étude d'impact des projets de loi sur les rapports entre Gouvernement et Parlement »**, VIIIe Congrès national de l'Association française de droit constitutionnel, Université Nancy 2, 16, 17 et 18 juin 2011.
Publication : *LPA*, 24 janvier 2012, n° 17, p. 6-13.

« L'influence des études d'impact sur la rédaction des avis du Conseil d'État en matière de projets de loi », Colloque consacré à l'examen de la constitutionnalité des lois par le Conseil d'État, Conseil d'État, 1er avril 2011.
Publication : *in* B. Mathieu et M. Verpeaux (dir.), *L'examen de la constitutionnalité des lois par le Conseil d'État*, Paris, Dalloz, 2011, p. 108-118.

2010 **« Vie et survie du juge parlementaire. Enquête sur une défiance persistante à l'égard du principe d'indépendance de la justice »**, colloque sur le principe d'indépendance de la justice, 19 novembre 2010, Université Paris-Sud 11.
Publication : *in* G. Delmas, S.-M. Maffesoli et S. Robbe (dir.), *L'indépendance de la justice*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 147-162.

6. Communications orales non suivies de publication

2025 **« Quel avenir pour la Constitution ? »**, avec Mme la Pr. Lauréline Fontaine et M. le Pr. Samy Benzina, Cycle de conférences organisées par Mme Eve Dubus et M. Lilian Dailly, 10 avril 2025.

« Les études d'impact des projets de loi », avec M. Thierry-Xavier Girardot, atelier organisé à l'Institut national du service public (INSP, ex-ENA), 21 janvier 2025.

2024 **« Regards juridiques sur la dissolution de l'Assemblée nationale »**, avec M. Damien Fallon et M. Romain Vincent, conférence organisée par le Partenariat des publicistes poitevins, 25 novembre 2024.

« Le Conseil constitutionnel et la loi asile et immigration. Le début d'un feuilleton juridique ? », conférence organisée par le Partenariat des publicistes poitevins, 3 avril 2024.

2023 **« Les compagnies d'assurance financent-elles le terrorisme ? »**, *Le financement du terrorisme*, colloque organisé par Mme Nathalie Goulet, sénatrice, 5 décembre 2023 (https://urlz.fr/qmAU).

« La dérive normative éclairée par les études d'impact »*, La dérive normative, le droit ou le Prométhée moderne ?*, colloque organisé par Maxime Lei et Raphaël Reneau, Le Mans Université, 18 octobre 2023.

« Les voies d'évolution possibles en matière de participation des citoyens », *La Ve République a 65 ans. Présentation des résultats des travaux du GRECI*, colloque organisé par le Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions (GRECI) Palais du Luxembourg, 4 octobre 2023.

« Une expérience juridique totale », *Le droit public en période de réforme des retraites*, conférence organisée par l'Institut de Droit Public (IDP), Université de Poitiers, 22 septembre 2023.

« Le contrôle des politiques publiques : quel type de contrôle, et par quelle autorité ? », *Le contrôle des politiques publiques, entre droit et politique*, conférence organisée par Mmes Claire Cuvelier et Jeanne de Gliniasty, Université Paris Nanterre, 10 mai 2023.

2022 **Intervenant à la table ronde « Démocratie », *Les programmes de campagne à l'épreuve du droit positif***, colloque organisé avec les étudiants du Master 2 Droit public, Université de Picardie-Jules Verne, 25 mars 2022.

Discutant en présence de M. le Pr. Thomas Perroud autour de l'ouvrage *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 4 février 2022.

2021 **Présidence de la table ronde intitulée « Le musellement des juges ordinaires »**, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Journée d'étude organisée par Mme la Pr. Vanessa Barbé et M. le Pr. Charles-Édouard Sénac, 7 et 8 avril 2021.

« La question prioritaire de constitutionnalité du point de vue des représentants d'intérêt : une analyse empirique », *Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêt,* colloque organisé avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 29 mars 2021.

2019 **« How Constitutional Judicial Authorities Deal with Intangibility Clauses: A Comparative Analysis »**, *Constitutional amendment in a comparative perspective,* conférences internationales organisées par l'Université fédérale du Paraná et l'Université catholique du Paraná, Brésil, 21 et 22 mars 2019.

2018 **« Identifier les indicateurs d'évaluation », *Évaluation(s) des lois anti-terroristes en France. Difficultés, enjeux et propositions***, Atelier d'experts organisé par l'Open

Society Foundations, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) et le Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA), CNCDH, 29 octobre 2018.

« Étude d'impact et prise de décision », Communication présentée dans le cadre du certificat *Concurrence et régulation*, Université Paris-Dauphine, 21 mars 2018.

« Regard d'un constitutionnaliste sur l'indépendance des régions », conférence organisée par le Bureau des étudiants en droit (BED), Université de Picardie-Jules Verne, 6 février 2018.

2017 **« Changing rules without changing practices. The French experience of Regulatory Impact Analysis »**, *International Symposium on Regulatory Impact Analysis*, Colloque organisé par la Cour des comptes européenne et la revue Politique et Management Public, Luxembourg, 23 et 24 novembre 2017.

« 'Law Reform' in France. An Overview », *Initiating Law Reform: A Comparative Review* (avec Mme Marine Méthivier), International Working Seminar, Institute Of Advanced Legal Studies, University of London, 4 juillet 2017.

2016 **« La thèse, un travail d'enquête et de terrain »**, avec Mme Lucie Sponchiado, séminaire organisé par l'École doctorale de droit de la Sorbonne, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

Discutant au cours du colloque international « État et religion. La souveraineté de l'individu face à l'État souverain », organisé par Mme Céline Husson-Rochcongar, Institut de préparation à l'administration générale (IPAG), Université de Picardie Jules Verne, 15 décembre 2016.

2012 **« Un Master 2 recherche en droit public, pour quoi faire ? »**, conférence organisée par l'Association du Master 2 droit public fondamental de la Sorbonne, en collaboration avec M. le Pr. Etienne Picard, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

2011 **« To Whose Benefit Is The Impact Assessment ? »**, Rencontres franco-autrichiennes de droit comparé (dir. M. le Pr. Otto Pfersmann, M. le Pr. Michael Thaler, et M. le Pr. Michel Verpeaux), Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

2011 **« Les constitutionnalistes face à Vichy »**, conférence sur *L'enseignement du régime de Vichy aux étudiants de premier cycle*, Centre de recherches en droit constitutionnel (CRDC), Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1). Débat avec M. le Pr. Jean Gicquel et M. le Pr. Michel Verpeaux.

7. <u>Tribunes</u>

2025 **« En dehors du référendum et de la dissolution, comment Emmanuel Macron peut-il "redonner la parole aux Français" ? »**, *Le club des juristes*, 10 janvier 2025 (https://urlr.me/KBXrEq).

2024 « **Où sont passées les fiches d'impact des actes réglementaires ?,** *AJDA*, 20 mai 2024, n° 18, p. 993.

« Une responsabilité trop écrasante. **Le Conseil constitutionnel, juge de la qualité des études d'impact »,** *Le club des juristes*, 24 avril 2024 (https://urlz.fr/qL16).

2023 **« Éloge de la réforme des retraites »**, *Actu-juridique.fr*, Lextenso, 5 avril 2023

(https://urlz.fr/lfFf).

2021 **« Enlèvement du journaliste Olivier Dubois au Mali : Que peut la France ? »**, *Le club des juristes*, 28 juillet 2021 (https://urlz.fr/gdVm).

« Crise sanitaire et étude d'impact en France », *in La décision publique, l'expertise et le droit*, *Chemins publics*, 16 juin 2021 (https://urlz.fr/gdVw).

« Le droit public à l'épreuve de la covid-19 », *Acteurs publics*, 25 mars 2021.

« Que faire des notes blanches des services de renseignement ? », *AJDA*, 21 janvier 2021, n° 3, p. 113.

2018 **« Faut-il s'inquiéter de l'externalisation de l'évaluation législative ? »**, *AJDA*, 17 décembre 2018, n° 43, p. 2417.

8. <u>Notes</u>

2024 **« Le Conseil constitutionnel et les études d'impact des projets de loi : une complaisance tenace »**, *Acteurs publics*, 25 avril 2024.

2022 **« Le règlement de l'Assemblée nationale peut organiser les travaux parlementaires en période de crise… à condition d'être suffisamment explicite »**, *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 2023, 2 p.

« Le Conseil constitutionnel affaiblit les libertés universitaires. La décision n° 2020-810 DC du 21 décembre 2020 », *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 16 mai 2022, 2 p.

2021 **« Un nouveau trompe-l'œil dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel. La décision n° 2020-843 QPC du 28 mai 2020 »**, *Actu-Juridique.fr,* Lextenso, 22 décembre 2021, 3 p.

« Ponce Pilate au Conseil constitutionnel. Le contrôle de l'étude d'impact du projet de loi d'orientation des mobilités » (Commentaire de la décision n° 2019-794 DC du 20 décembre 2019), *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 2 août 2021, 3 p.

« La loi « anticasseurs » passée au crible du contrôle de proportionnalité » (Commentaire de la décision n° 2019-780 DC du 4 avril 2019), *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 19 juillet 2021, 5 p.

2020 **« Le Conseil constitutionnel manipule les lois de lutte contre la manipulation de l'information »** (Commentaire des décisions n° 2018-773 DC et n° 2018-774 DC du 20 décembre 2018), *LPA*, 30 juin 2020, 4 p.

2019 **« Simplifier sans dénaturer. Le retour de la procédure de "législation en commission" devant le Conseil constitutionnel »** (Commentaire de la décision n° 2017-757 DC du 16 janvier 2018), *LPA,* 23 septembre 2019, 7 p.

« Droit des étrangers : l'inconstitutionnalité partielle des assignations à résidence illimitées » (Commentaire de la décision n° 2017-674 QPC du 30 novembre 2017), *LPA*, 29 mars 2019, 5 p.

2018 **« Le parlementarisme rationalisé sous la V^e^ République »**, *L'ENA hors les murs*, n° 484, octobre 2018, p. 26-28.

« L'étude d'impact à la croisée des chemins », *Jus Politicum Blog*, 3 mai 2018 (http://urlz.fr/732r).

2017 **« Bilan et perspectives du choc de simplification pour les entreprises. À propos du rapport d'information de la délégation aux entreprises du Sénat publié le 20 février 2017 »**, *in Constitutions*, avril-juin 2017, n° 2, p. 235-237.

2015 **« L'obligation d'étude d'impact améliore-t-elle la fonction législative du Parlement ? »**, *in Parlement /Gouvernement : vers de nouveaux équilibres institutionnels ?, L'ENA hors les murs*, mars 2015, n° 449, p. 13-14.

2014 **« La simplification de la loi passera par l'étude d'impact »**, *in Constitutions*, décembre 2014, n° 4, p. 460-462.

2011 **« …Et maintenant l'introduction de l'équilibre budgétaire dans la Constitution. La "frénésie normative" continue ! »**, *in LPA*, 14 avril 2011, n° 74, p. 9.

9. Chroniques

Dep. 2024 **Chronique annuelle de droit constitutionnel français**, *RDP* (avec M^me^ la Pr. Manon Altwegg-Boussac)

2017-2022 **Chronique trimestrielle de droit constitutionnel jurisprudentiel**, *LPA* (avec M. le Pr. Michel Verpeaux et M^mes^ Laurence Baghestani, Anne-Charlène Bezzina, Margot Bouaziz et Christine Rimbault).

10. Recension d'ouvrage

2024 **« À propos de *L'analyse d'impact de la réglementation (AIR) en Belgique, 1997-2023* », de Camille Lanssens »**, *Chemins Publics*, 9 juillet 2024 (https://lc.cx/-9alqI) .

2018 **Anne-Blandine Caire (coord.), *Les nouveaux pouvoirs. Approche pluraliste des foyers de création du droit*, Bruxelles**, Bruylant, coll. « Penser le droit », 2017, 194 p (*in* Droit et Société, 30 novembre 2018, https://urlz.fr/ge6N).

11. Évaluation d'articles

2023 **« Participation des citoyens et légistique »,** *Le droit comme laboratoire de participation citoyenne*, *Revue Lien social et Politiques*, 9 p.

2018 **Carolina Alves das Chagas, « L'accès indirect des citoyens aux cours constitutionnelles en Allemagne, Brésil et France »**, *Revista de Investigações Constitucionais - Journal of Constitutional Research*, May-Aug 2019, p. 322-348.

12. Recherche non publiée

2009 ***La protection de la forme républicaine du Gouvernement. L'article 89 alinéa 5 de la Constitution***, Mémoire de Master 2 recherche rédigé sous la direction de M. le Pr. Michel Verpeaux, dactyl., 2009, 122 p.

B. TRAVAUX DE RECHERCHE COLLECTIFS

1. Articles dans des revues à comité de lecture

2021 **« Le Conseil constitutionnel et la LPR. Analyse positive et uchronique de la décision n° 2020-810 DC du 21 décembre 2020 »**, avec Mme le Pr. Mathilde Heitzmann-Patin, M. Thibaud Mulier et M. Julien Padovani, *Politeïa*, 2021, n° 38, p. 35-73.

2020 **« La question prioritaire de constitutionnalité et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique »** (rapport de synthèse), avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle, *in QPC 2020. Les 10 ans de la question citoyenne, Titre VII* (hors-série), octobre 2020, p. 32-51.

« Les juges, gardiens de l'expertise dans l'action publique », avec M. le Pr. Thomas Perroud et Mme Marie Cirotteau, *in L'action publique, l'expertise et le juge, RFAP,* 2020, p. 5-9.

2. Contributions à des ouvrages collectifs

2023 **« Propos introductifs »**, avec V. Barbé et C.-E. Sénac, *in* V. Barbé, B.-L Combrade et C.-E. Sénac, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Larcier-Bruylant, 2023, p. 9-12.

« Propos introductifs », avec V. Barbé et B. Ridard, *Les figures contemporaines du chef de l'État en régime parlementaire*, Larcier-Bruylant, 2023, p. 9-12.

3. Rapports

2023 ***La Ve République a 65 ans. Présentation des résultats des travaux du Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions*** (GRECI). Participation au rapport rédigé sous la direction de M. le Pr. J.-F. Derosier, 4 octobre 2023, 111 p.

2020 ***La question prioritaire de constitutionnalité et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique***, avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle, Rapport définitif rendu dans le cadre du projet « QPC 2020 », 25 janvier 2020, 220 p (https://urlz.fr/e6Nt).

4. Groupes de recherche

Dep. 2024 ***Les conventions citoyennes en tant que mode de participation des citoyens à la fabrication de la loi***, Projet de recherche franco-canadien, M. le Pr. Xavier Philippe (dir.), Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), Canada.

La participation des citoyens à la définition de la loi, Projet de recherche franco-canadien, Mme Marthe Fatin-Rouge Stéfanini (dir.), Institut Louis Favoreu-Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERJC), financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), Canada.

2022-2023 ***Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions*** (GRECI), dirigé par M. Le Pr. J.-F. Derosier. Coordonnateur de la thématique « souveraineté ».

2018-2020 ***Parlement et QPC : Recherche pluridisciplinaire sur de nouvelles interactions institutionnelle****s*, M^me^ Sophie de Cacqueray et M^me^ Sophie Hutier (dir.), Institut Louis Favoreu- Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERJC), financé par le Conseil constitutionnel dans le cadre l'appel projet « QPC 2020 ».

La QPC et les représentants d'intérêt, M. le Pr. Charles-Édouard Sénac, M. Maxence Christelle et M. Bertrand-Léo Combrade (dir.), Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique, épistémologie et sciences sociales (CURAPP-ESS - UMR 7319), financé par le Conseil constitutionnel dans le cadre l'appel projet « QPC 2020 », 220 p.

2017-2019 ***Law Reform Project***, M. Enrico Albanesi et M. Jonathan Teasdale (dir.), Sir William Dale Centre for Legislative Studies, Institute of Advanced Legal Studies (IALS), Londres.
Contribution (en collaboration avec M^me^ Marine Méthivier): « 'Law Reform' in France. An Overview » (https://cutt.ly/Vosdm7).

2016-2019 ***Droit de réclamation et volonté générale***, M^me^ le Pr. Julie Benetti et M. le Pr. Dominique Rousseau (dir.), Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

2015-2019 ***Bilateral Harmonisation Approach in Company Taxation (« Bihacotax »)***, M. le Pr. Daniel Gutmann et M. le Pr. Steffen Lampert (dir.), Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS) de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1) et Université d'Osnabrück. Financé par l'Agence nationale pour la recherche (ANR).

C. RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

1. Co-direction d'un numéro de revue

2020 ***L'action publique, l'expertise et le juge****, RFAP, 2020, n° 173* (avec M. le Pr. Thomas Perroud et M^me^ Marie Cirotteau).

2. Co-direction d'ouvrages collectifs

2025 ***Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêt***, avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle (en préparation).

2023 ***La démocratie illibérale en droit constitutionnel***, avec M^me^ la Pr. Vanessa Barbé et M. le Pr. Charles-Édouard Sénac, Larcier-Bruylant, 2023, 496 p.

Les figures contemporaines du chef de l'État en régime parlementaire, avec M^me^ la Pr. Vanessa Barbé et M. Basile Ridard, Larcier-Bruylant, coll. Études parlementaires, 2023, 350 p.

3. Co-direction de groupes de recherche

2018-2020 ***La QPC et les représentants d'intérêt*** (avec M. le Pr. Charles-Edouard Sénac et M. Maxence Christelle), CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, financé par le Conseil constitutionnel dans le cadre l'appel projet « QPC 2020 ».

2016-2018 **Axe « Déclinaisons de la réclamation »** (avec M^me^ Marine Fleury) dans le cadre du projet de recherche *Droit de réclamation et volonté générale*, ISJPS, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

4. Co-direction de l'organisation de séminaires mensuels

2019-2022 **Séminaires mensuels en droit, sociologie et science politique organisés par le CURAPP**, avec M^me^ Annabelle Allouch, M. Yannick Ganne et M^me^ Céline Hervet.

5. Organisation de colloques

2024 ***Le droit parlementaire de l'Union européenne : un impensé juridique ?***, colloque international organisé avec M. Basile Ridard, Institut de Droit public (IDP), Université de Poitiers, 21 et 22 novembre 2024.

2022 ***Mai 2022. Les programmes de campagne à l'épreuve du droit positif***, colloque organisé avec les étudiants du Master 2 Droit public, Université de Picardie-Jules Verne, 25 mars 2022.

2021 ***Les figures contemporaines du chef de l'État en régimes parlementaires contemporains***, colloque international organisé avec M^me^ la Pr. Vanessa Barbé et M. Basile Ridard, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 10 et 11 mai 2021.

Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêt, colloque organisé avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 29 mars 2021.

Le droit public à l'épreuve de la covid-19, colloque organisé avec les étudiants du Master 2 Droit public, Université de Picardie-Jules Verne, 23 mars 2021.

2019 ***Les juges, gardiens de l'expertise dans l'action publique ?***, colloque international organisé en collaboration avec M. le Pr. Thomas Perroud et M^me^ Marie Cirotteau, Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA) de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2) et Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique (CURAPP) de l'Université de Picardie Jules-Verne, Sciences Po, 18 juin 2019.

2018 ***1968-2068. La justice administrative en mutation***, colloque organisée en collaboration avec M. Didier Mésognon, président du tribunal administratif d'Amiens, 24 janvier 2018.

6. Fonctions exercées au sein d'instances universitaires

Dep. 2025 **Membre de la Commission d'expertise scientifique (CES)**, Faculté de Droit et sciences sociales, Université de Poitiers.

Dep. 2023 **Membre du comité d'orientation de l'Institut fédératif de recherche en Droit (IFR-**

Droit), Université de Poitiers.

2015-2016 **Assistant ingénieur d'études**, Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS), Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

2009-2014 **Secrétaire scientifique**, Centre de recherches en droit constitutionnel (CRDC) de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

IV. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

A. RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

2021-2022 **Membre du Conseil de gestion** de l'UFR de Droit et science politique, Université de Picardie Jules Verne.

2012-2013 **Représentant élu des doctorants à l'École doctorale de droit public et de droit fiscal**, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

Co-fondateur puis président de l'Association du Master 2 de droit public fondamental de la Sorbonne.

B. PARTICIPATION À DES JURYS ET COMITÉS DE SÉLECTION

2024-2025 **Membre du jury du prix de thèse de l'Association française de droit constitutionnel** (AFDC).

2024 **Président d'un comité de sélection (COS) pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public**, Université de Poitiers.

2023 **Expertise de dossiers de demande de RIPEC** (Régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs) pour l'Université de Poitiers et l'Université de Rouen.

Dep. 2018 **Membre de comités de sélection (COS) pour le recrutement de maîtres de conférences en droit public** (Université du Littoral Côte d'Opale, Université Panthéon-Sorbonne, Université Paris-Est Créteil).

Dep. 2017 **Membre de commissions de spécialistes chargées du recrutement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche** (ATER) et des enseignants-chercheurs contractuels, Université de Picardie Jules Verne, Université Polytechnique Hauts-de-France).

V. ACTIVITÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'UNIVERSITÉ

A. ACTIVITÉS D'EXPERTISE

1. Auditions dans le cadre de réformes

2022 **Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse**. Audition dans le cadre de la mise en œuvre de la circulaire primo-ministérielle n° 5857/SG du 2 mai 2016 relative à l'évaluation de l'impact sur la jeunesse des projets de lois et de textes réglementaires, 17 novembre 2022.

2021 **Assemblée nationale**. Audition par des députés membres du groupe Socialistes et apparentés dans le cadre d'une réflexion sur les moyens de réformer les conditions d'examen préalable de la recevabilité des amendements, 19 mai 2021.

2019 **Conseil économique, social et environnemental** (CESE**)**. Audition dans le cadre du projet de réforme du Conseil économique, social et environnemental. V. loi organique du 15 janvier 2021 relative au Conseil économique, social et environnemental.

2017 **Assemblée nationale**. Audition par le Groupe de travail sur la procédure législative, l'organisation parlementaire et les droits de l'opposition de l'Assemblée nationale dans le cadre du processus de réforme des institutions (prés. M. Jean-Luc Warsmann), 9 novembre 2017 (https://urlz.fr/dVQ0).
V. Assemblée nationale, *Première conférence des réformes. Propositions des groupes de travail*, décembre 2017, 106 p.

2016 **Sénat**. Audition par la Délégation aux entreprises.
V. *Rapport d'information relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité*, M[me] Elisabeth Lamure et M. Olivier Cadic, 20 février 2017, 198 p. ; Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi, 28 septembre 2017, 8 p.

2014 **Secrétariat d'État chargé de la réforme de l'État et de la simplification**. Audition dans le cadre d'un avant-projet de réforme de la « fabrication de la loi ».

2. <u>Auditions dans le cadre de missions de contrôle et d'évaluation</u>

2024 **Chambre des députés du Grand-Duché du Luxembourg**. Formation d'agents de l'assemblée à l'évaluation des politiques publiques, 14 novembre 2024.

2023 **Délégation de la présidence de la République démocratique du Congo**, Formation à l'évaluation législative, en collaboration avec M[me] Karine Gilberg, 6 novembre 2023.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Division de la politique de la réglementation, entretien avec M. Miguel Amaral et M[me] Yola Thürer, 9 juin 2023.

2022 **Sénat**. Audition par la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation dans le cadre d'un « rapport flash » consacré à la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales (prés. M[me] Françoise Gatel), 9 décembre 2022.
V. *Rapport d'information relatif à la simplification des normes imposées aux collectivités territoriales*, M[me] Françoise Gatel et M. Rémy Pointereau, 26 janvier 2023, 71 p (https://urlz.fr/kKXY).

2020 **Assemblée nationale**. Audition dans le cadre d'une Mission d'information sur l'évaluation de la concrétisation des lois (prés. M[me] Cécile Untermaier), 23 septembre 2020 (https://urlz.fr/ge5b).

2019 **Conseil économique, social et environnemental (CESE)**. Intervention à la table ronde « Mieux évaluer pour mieux légiférer », Assemblée plénière, 25 septembre 2019 (https://urlz.fr/ge5f).

2018 **Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Assemblée parlementaire de la francophonie et Chambre des députés du Grand-Duché du Luxembourg**. « Les outils de l'évaluation des politiques publiques », communication présentée à l'occasion du *Séminaire international à destination des membres des assemblées parlementaires francophones*, Luxembourg, 14 septembre 2018.

Assemblée nationale. Audition par des députés membres des groupes La République en Marche et Mouvement démocrate dans le cadre d'un séminaire constitutionnel consacré au contrôle et à l'évaluation parlementaire, 18 avril 2018.

2017 **Chambre des députés du Grand-Duché du Luxembourg**. Formation d'agents de l'assemblée sur les conditions d'exercice de l'évaluation législative, 23 octobre 2017.

3. Participation à des rapports publics

2018 **Conseil économique, social et environnemental (CESE)**. Audition par la Délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques et participation à l'élaboration d'un rapport sur les études d'impact accompagnant les projets de loi, 22 mai 2018.
V. Jean-Louis Cabrespines (rapp.), *Étude d'impact : mieux évaluer pour mieux légiférer*, 10 septembre 2019, 92 p.

2017 **Cour des comptes**, Cinquième Chambre, Auditions et participation à la rédaction d'un rapport, novembre 2017.
V. Cour des comptes, *Les études d'impact législatives dans les ministères sociaux*, rapport, 2017, 168 p. ; Référé du Premier président de la Cour adressé au Premier ministre, 22 juin 2018 ; Réponse du Premier ministre, 10 septembre 2018.

4. Soutien dans le cadre de la mise en œuvre d'une révision de la Constitution

2021 **Chambre des députés du Grand-Duché du Luxembourg**. Audition par la commission des institutions et de la révision constitutionnelle, rédaction de notes de recherche en droit constitutionnel et propositions de réforme.

5. Rédaction de saisines du Conseil constitutionnel

2023 **Affaire n° 2023-13 FNR**, co-rédaction des observations rédigées à l'appui de la contestation de l'étude d'impact du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030, 4 p.

2020 **Affaire n° 2020-810 DC**, Contribution extérieure présentée par un collectif d'universitaires sur la loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur, 51 p.

B. JURYS DE CONCOURS

2021 **Membre du jury plénier du concours national de Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social** (épreuves écrites de droit public, grand oral).

2016-2020 **Membre du jury technique du concours national de Directeur d'établissement**

sanitaire, social et médico-social (épreuves orales et écrites de droit public).

C. DIFFUSION DE LA RECHERCHE

1. Presse écrite et médias en ligne

2025 **Budget, fin de vie, immigration... Sur quels sujets un référendum pourrait-il porter ?**, entretien avec Clotilde Jégousse, *Le Figaro*, 13 mai 2025 (urlr.me/64ry5J).

« Les députés et les sénateurs peuvent-ils vraiment abolir les ZFE ? », entretien avec Clément Gros, *Le Figaro*, 25 mars 2025 (https://urlr.me/USCNkY).

« Donald Trump : une singularité américaine, vraiment ? », *Les Surligneurs*, éditorial réservé aux abonnés, 13 mars 2025.

« Affaire Bétharram : en cas de mensonge devant l'Assemblée nationale, que risquerait François Bayrou ? », entretien avec Caroline Quevrain, 19 février 2025 (urlr.me/hpWbaP).

« L'arrivée de Richard Ferrand et deux parlementaires bouleverse l'équilibre du Conseil constitutionnel », entretien avec Anthony Berthelier, *Le Huffington Post*, 11 février 2025 (urlr.me/YbTAzn).

2024 **« Impôt sur le revenu : le barème risque-t-il vraiment de rester gelé en 2025 ? »**, entretien avec Timour Aggiouri, *Merci pour l'info*, 25 décembre 2024 (https://urlr.me/catJgr).

« Mayotte : à quoi pourrait servir le recours à l'état d'urgence ? », entretien avec Henri Clavier, *Public Sénat*, 19 décembre 2024 (https://urlr.me/nuMwcA).

« Notes blanches : la nouvelle arme du ministère de l'Intérieur pour contourner la justice », entretien avec Camille Stineau, *Blast*, 3 décembre 2024 (https://urlr.me/j3K7F5).

« Plus d'allocations retraites et chômage, plus de carte vitale, pays à l'arrêt… Est-ce réellement ce qu'il se passerait si le gouvernement Barnier est censuré comme le prédit Elisabeth Borne ? », entretien avec Margaux Masson, *L'Indépendant*, 27 novembre 2024 (https://urlr.me/eTgpVk).

« La Constitution française interdit-elle l'établissement d'un régime autoritaire ? », *Les Surligneurs*, 24 novembre 2024 (https://urlr.me/k5DgMf)

« Budget 2025 : le Sénat entend peser dans les débats », entretien avec Maxence Armant, *Challenges*, 13 novembre 2024 (https://urlr.me/ZtSK6r).

« Pourquoi l'annonce de Wauquiez sur les retraites provoque des remous », entretien avec Maxence Armant, *Challenges*, 13 novembre 2024 (https://urlr.me/ZtSK6r).

« La hausse d'impôts se précise : risquez-vous d'être concerné ? », entretien avec Fabien Chadeau et Patrick Ninine, *TF1 Info*, 23 septembre 2024 (https://urlr.me/JA2dhY).

« Budget 2025 : Éric Coquerel a-t-il un "droit constitutionnel" d'accès aux lettres plafonds ? », entretien avec Clotilde Jégousse, *Le Figaro*, 18 septembre 2024 (https://urlr.me/wHNpkv).

« Michel Barnier dispose-t-il d'un temps illimité pour constituer un gouvernement ? », entretien avec Clémence Martin, *Libération*, 10 septembre 2024 (https://urlr.me/uxG57c).

« Après la nomination de Michel Barnier : quel calendrier et quelles obligations ? », entretien avec Clara Robert-Motta, *Les Surligneurs*, 6 septembre 2024 (https://urlr.me/QMjg4Y).

« Le président de la République peut-il être destitué par le Nouveau Front populaire ? », entretien avec Timour Aggiouri, *Merci pour l'info*, 27 août 2024 (https://urlr.me/NgYSXc).

« Que vaut l'argument de "stabilité institutionnelle" évoqué par Macron pour refuser le NFP à Matignon », entretien avec Anthony Berthelier, *Le Huffington Post*, 27 août 2024 (https://urlr.me/8cgfvJ).

« Après les législatives, l'incertitude plane sur la construction du budget », entretien avec Léo Humbert, *La Nouvelle République*, 10 août 2024 (https://urlr.me/wG524E).

« Les nominations dans l'administration décidées par Macron relèvent-elles d'un "abus de pouvoir", comme l'avance Olivier Faure ? », entretien avec Enzo Quenescourt, *Libération*, 27 juillet 2024 (https://urlr.me/zZQ6Bd).

« Selon Emmanuel Fernandes (LFI), le refus de nommer Lucie Castets Première ministre est un "coup d'État institutionnel" », *Les Surligneurs*, 25 juillet 2024 (https://urlr.me/6VUyRZ)

« Emmanuel Macron outrepasse-t-il son rôle en refusant de nommer Lucie Castets à Matignon, comme le réclame le Nouveau Front populaire ? », *FranceInfo*, 24 juillet 2024 (https://urlr.me/mBqA76).

« Démission du gouvernement : "Il semble difficile de donner juridiquement tort à Emmanuel Macron" », *Le Monde*, 24 juillet 2024 (https://urlr.me/sDzXQn).

« Postes-clés, temps de parole… pourquoi s'inscrire dans l'opposition à l'Assemblée est avantageux », entretien avec Maëlane Loaëc, *Le Parisien*, 19 juillet 2024 (https://urlr.me/TJEasU).

« Le Nouveau Front populaire peut-il abroger la réforme des retraites par décret ? », entretien avec Timour Aggiouri, *Merci pour l'info*, 9 juillet 2024 (https://urlr.me/7qxv5a).

« Élections législatives : Emmanuel Macron est-il obligé de nommer un Premier ministre issu de la gauche ? », entretien avec Felicia Sideris, *TF1 Info*, 8 juillet (https://lc.cx/FNzix7).

« Gabriel Attal reste Premier ministre, jusqu'à quand et comment gouvernera-t-il ces prochaines semaines ?, entretien avec Justine Faure et Felicia Sideris, *TF1 Info*, 8 juillet 2024 (https://lc.cx/T3zrq7) .

« Élections législatives : Emmanuel Macron est-il obligé de nommer un Premier ministre issu de la gauche ? », entretien avec Felicia Sideris, *TF1 Info*, 8 juillet 2024 (https://lc.cx/lJc9Jw).

« Démission du Premier ministre : qu'est-ce que l'expédition des affaires courantes ? », entretien avec Clotilde Jégousse, *Les Surligneurs*, 8 juillet 2024 (https://lc.cx/XZzBW7).

« Législatives : le RN de Jordan Bardella peut-il refuser de gouverner en cas de majorité relative ? », entretien avec Thomas Deszpot, *TF1 Info*, 3 juillet 2024 (https://lc.cx/2rzSIH)

« Législatives 2024 : en cas de majorité absolue du RN, "le Président peut être placardisé facilement », entretien avec Clotilde Jégousse, *Les Surligneurs*, 2 juillet 2024 (https://lc.cx/JZpIOs).

« Emmanuel Macron pourrait-il démissionner et se représenter à l'élection présidentielle dans la foulée ? », entretien avec Timour Aggiouri, *Merci pour l'info,* 12 juin 2024 (https://urlr.me/B6Pwk).

« "Bardella Premier ministre" : en cas de victoire du RN aux législatives, son président ira-t-il à Matignon ? », entretien avec Caroline Quevrain, *TF1 Info*, 11 juin 2024 (https://urlr.me/7PH6S).

« La réforme de l'assurance chômage verra-t-elle le jour malgré la dissolution ? », entretien avec Caroline Quevrain, *TF1 Info*, 11 juin 2024 (https://urlr.me/4QB9t)

« Dissolution : En cas de démission après les législatives, Emmanuel Macron pourrait-il se présenter en 2027 ? », entretien avec Felicia Sideris, *TF1 Info*, 10 juin 2024 (https://urlr.me/T2Zbt).

« Dissolution de l'Assemblée nationale : un choix sans précédent ni équivalent », entretien avec Clotilde Jégousse, *Les Surligneurs*, 10 juin 2024 (https://urlr.me/jq2y6).

« En Nouvelle-Calédonie, peut-on invoquer l'article 36 de la Constitution et envoyer l'armée pour rétablir l'ordre ? », entretien avec Thomas Deszpot, *TFI Info*, 22 mai 2024 (https://urlz.fr/qMK9).

Laurent Fabius : "Dans une démocratie avancée comme la nôtre, on peut bien sûr modifier l'état du droit, mais il faut toujours respecter l'état de droit", *Les Surligneurs*, 21 mai 2024 (https://urlz.fr/qKZj).

Laurent Wauquiez : "Aujourd'hui, le Conseil constitutionnel n'est plus à la place qui lui a été dévolue par la Constitution de la Ve République", *Les Surligneurs*, 2 mai 2024 (https://urlz.fr/qL1u).

« Lu sur vie-publique.fr : "Pour être effective, une règle de droit doit s'intégrer dans une hiérarchie de normes et être conforme aux règles qui lui sont supérieures" », *Les Surligneurs*, 11 avril 2024 (https://urlz.fr/qmHg).

« Éric Verhaeghe, essayiste : "Après la majorité qualifiée et la transformation de la commission européenne en exécutif européen […], les États membres […] auront définitivement perdu leur souveraineté" », *Les Surligneurs*, 30 mars 2024 (https://urlz.fr/qmId)

« Pour l'autonomie corse, rien n'est encore joué », entretien avec Clotilde Jégousse, *Les Surligneurs*, 27 février 2024 (https://urlz.fr/qmGX).

« Massive mais prévisible : la censure de la « loi immigration » par le Conseil constitutionnel », *Les Surligneurs*, 25 janvier 2024 (https://urlz.fr/qmGB).

« La France est-elle la seule démocratie parlementaire à pouvoir se passer d'un vote de confiance ? », entretien avec Jeanne Durieux, *Le Figaro*, 10 janvier 2024 (https://urlz.fr/qmZ4)

2023 **« La Constitution française est-elle au sommet de l'ordre juridique interne ? Ou est-ce le droit international et européen ? »**, *Les Surligneurs*, 27 novembre 2023 (https://urlz.fr/qmHU).

« C'est quoi le préférendum, ce scrutin méconnu qu'Emmanuel Macron pourrait instaurer ? », entretien avec Timour Aggiouri, *Merci pour l'info*, 30 août 2023 (https://urlz.fr/qmQe).

« Selon Emmanuel Macron, "l'éducation fait partie du domaine réservé du président" », *Les Surligneurs*, 30 août 2023 (https://urlz.fr/qmHF).

« Retraites : l'article 40 de la Constitution est-il souvent utilisé ? », entretien avec Nicolas Arzur, *Le Télégramme*, 30 mai 2023 (https://urlz.fr/md4h).

« La proposition de loi Liot pour abroger la réforme des retraites est-elle contraire à la Constitution, comme l'affirme le gouvernement ? », entretien avec Linh-Lan Dao, *FranceInfo*, 24 mai 2023 (https://urlz.fr/lYwo).

« Programmation militaire : le Conseil constitutionnel valide l'étude d'impact du gouvernement », entretien avec Bastien Scordia, *Acteurs publics*, 21 avril 2023 (https://urlz.fr/lxk6).

« Lois votées à l'aveugle : études d'impact, l'angle mort des gouvernements français », entretien avec Guilhem Dedoyard, *Atlantico*, 13 avril 2023 (https://urlz.fr/lnGj).

2022 **« Affaire Quatennens : un élu condamné peut-il être maintenu dans ses fonctions ? »**, entretien avec Mme Adeline Divoux, *L'Est Républicain*, 13 décembre 2022 (https://urlz.fr/kcFr).

« Emmanuel Macron aurait-il le droit de se présenter à une troisième présidentielle consécutive ? », entretien avec M. Thibaud Le Meneec, *FranceInfo*, 2 décembre 2022 (https://urlz.fr/kcFu).

« Après 48 mois, la loi s'autodétruira... Un modèle légistique très en vogue » (entretien avec Paule Gonzalès), *Le Figaro*, 9 septembre 2022 (https://urlz.fr/jCTe).

« Le financement du terrorisme via le versement de rançons », *AOC*, 7 juillet 2022 (https://urlz.fr/iJXy).

« Élections législatives : La cohabitation est-elle une perspective politique réjouissante ? », *Le Monde*, 19 mai 2022 (https://urlz.fr/ijya).

2021 **« Les promesses non tenues des études d'impact des projets de loi »**, entretien avec M. Bastien Scordia, *Acteurs publics,* février 2021, n°148-149, p. 80-85 (https://urlz.fr/kcFB).

« L'urgence climatique ne peut justifier une précipitation parlementaire » (avec Mme Marine Fleury, M. le Pr. Laurent Fonbaustier, Mme Estelle Brosset, M. Jérôme Fromageau, Mme Florence Jamay, Mme Sandrine Maljean-Dubois, Mme Agnès Michelot, M. le Pr. Michel Prieur et Mme Marta Torre-Schaub), *La Croix,* 31 mars 2021 (https://urlz.fr/ge4f).

2020 **« Célébration des 10 ans de la QPC. Le Conseil constitutionnel toujours en quête de reconnaissance »**, *Le blog de droit administratif*, 18 décembre 2020 (https://urlz.fr/fghW).

« Les juristes à l'assaut de la LPR », entretien avec M. David Larousserie, *Le Monde,* 9 décembre 2020 (https://urlz.fr/kcFx).

« La « note blanche » des services de renseignement : un usage qui interroge », *The Conversation*, 7 décembre 2020 (https://urlz.fr/fghL).

2018 **« Les études d'impact formalisent la rencontre entre le choix politique et l'expertise »**, entretien avec M^me^ Delphine Gerbeau, *La Gazette des communes*, 16 avril 2018, p. 21.

2017 **« Deux obstacles juridiques à la 'priorité nationale' »**, *Le Monde,* 1^er^ mars 2017, p. 23 (http://urlz.fr/4UpP).

2016 **« Déchéance de nationalité et état d'urgence : une dispense d'étude d'impact bien commode »**, *Huffington Post*, 4 janvier 2016 (http://urlz.fr/3aV5).

2014 **« Un second choc de simplification ? »**, *Huffington Post*, 13 novembre 2014 (http://urlz.fr/2PFf).

« Le projet de loi de réforme territoriale au Sénat. L'article 39 alinéa 4 de la Constitution traité avec bien peu d'égards », *Le blog de droit administratif*, 28 juillet 2014 (http://urlz.fr/2PFi).

2012 « **Gouvernance économique de l'Union européenne : gouvernance de l'économie dans l'Union européenne ? »**, *Le cercle des européens, 11 juillet 2012* (http://urlz.fr/2PFk).

2. Radio

2025 **« Proposition de loi Duplomb : la FNSEA est-elle impliquée dans la rédaction du texte ? »**, *France Info*, 31 mai 2025.

2024 **« Budget 2025 : à quoi sert la loi spéciale ? »**, entretien avec Cécile Mérieux, *RCF*, 10 décembre 2024.

« Législatives 2024 : Jordan Bardella peut-il refuser d'être nommé Premier ministre en cas de majorité relative ? », entretien avec Linh-Lan Dao, *France Info*, 19 juin 2024 (https://urlr.me/XZ312).

« Immigration : "La loi était mal faite, donc le Conseil constitutionnel a censuré beaucoup", analyse un professeur de droit public », *France Info*, entretien avec M. Thibaud Le Meneec, 25 janvier 2024 (https://urlz.fr/qmzs).

« Pas de vote de confiance, une exception française ? », *France Info*, entretien avec M. Julien Pain, 9 janvier 2024 (https://urlz.fr/qmYv)

« Les conséquences politiques de la dissolution de l'Assemblée nationale », *Radio Canada*, septembre 2024 (urlr.me/2W3pDf).

2017 **Invité de l'émission « Mediapolis »**, *Europe 1,* animée par M. le Pr. Olivier Duhamel et

Mme Natacha Polony, débat avec M. Éric Thiers (http://urlz.fr/5tUi).

3. Télévision

Dep. 2024 **Intervenant à l'émission « Sens public », *Public Sénat*,** animée par M. Thomas Hugues.

- « Macron sur TF1 : tout ça pour ça », avec Christelle Craplet et Pascal Perrineau (urlr.me/HvEjn9).
- « Budget : Pourquoi le RN active la censure », avec Jean-Daniel Lévy et Frank Morel (https://urlr.me/CVrztF).
- « Michel Barnier : choix consensuel ou déni démocratique ? », avec Christelle Craplet, Franck Morel et Mathieu Souquière (https://urlr.me/R9H6k2).
- « Législatives : Les Français vont-ils faire mentir les sondages ? », avec M. le Pr. Bastien François et Mme Valérie Lecasble (https://urlz.fr/r8Yn).

Intervenant au Journal télévisé (13h) de TF1, 23 septembre 2024 (https://urlr.me/AZpfnE).

Invité du Journal télévisé (19/20) de France 3 Poitou Charentes, 22 septembre 2024 (https://urlr.me/JA2dhY).

2022 **« Grève à la SNCF : comment le Gouvernement peut assurer la continuité d'accès aux services publics »**, *RMC*, entretien avec Amandine Réaux (https://urlz.fr/ki38).

2018-2019 **Intervenant à l'émission « Place de la République », *La chaîne parlementaire* (*LCP*)**, animée par Mme Catherine Boullay.

- « La France est-elle une monarchie républicaine ? », avec M. le Pr. Emmanuel Cartier, M. Jean Garrigues, Mme Élodie Jacquier-Laforge, M. Fabien Matras et Mme Marietta Karamanli (https://urlz.fr/dVPs).
- « À quoi sert la Constitution ? », avec Mme Fleur Jourdan, M. Jean Garrigues, M. Fabien Matras et M. Hugues Renson (https://urlz.fr/dVPD).
- « L'exécutif est-il tout puissant ? », avec M. le Pr. Emmanuel Cartier, M. Jean Garrigues, Mme Élodie Jacquier-Laforge, M. Fabien Matras et Mme Marietta Karamanli (https://urlz.fr/dVPi).
- « Donne-t-on trop de souveraineté à l'Union européenne ? », avec Mme Élodie Jacquier-Laforge, Luc Carvounas, M. le Pr. Emmanuel Cartier, M. Eric Coquerel, Mme Marietta Karamanli et M. Sacha Houlié (https://urlz.fr/dVPI).
- « Pourquoi le vote des lois est-il si long ? », avec M. le Pr. Emmanuel Cartier, M. Jean Garrigues, M. Sacha Houlié, Mme Élodie Jacquier-Laforge, Mme Marietta Karamanli et M. Hugues Renson (https://urlz.fr/dVPO).

4. Organisation et animation de conférences destinées au grand public

2021 **« Le droit gouvernemental »**, avec M. Matthieu Caron, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 13 décembre 2021.

« Juridiction constitutionnelle et Parlement au Brésil. Qui a le dernier mot ? », avec M. Newton Tavares Filho, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 30 octobre 2019.

2017 **« La Constitution, c'est moi ! Le gouvernement de la Cour suprême dans l'expérience brésilienne »**, avec M. le Pr. Daniel Wunder Hachem, CURAPP-ESS, Université de Picardie Jules Verne, 8 novembre 2017.

5. <u>Intervention à des conférences destinées au grand public</u>

2025 **« La démocratie libérale. Acquis et menaces »**, Université du temps libre (UTL), Tours, 22 avril 2025 (en préparation).

2024 **« La désinformation est-elle en train de tuer la démocratie ? »**, avec M. le Pr. Gérald Bronner (sociologue), conférence organisée par *Les Surligneurs*, Lucernaire, 10 décembre 2024.

« Législatives, et la suite ? Le debrief des juristes », avec M^me^ la Pr. Audrey Darsonville, webinaire organisé par *Les Surligneurs*, 9 juillet 2024.

« Les enjeux juridiques de la dissolution de l'Assemblée nationale », webinaire organisé par *Les Surligneurs*, 28 juin 2024.

« Les vrais pouvoirs du Président de la République », Association Tourraine-Inter-Âge, 2 avril 2024.

2021 **« La V^e^ République en temps de crise sanitaire (II). Le regard des parlementaires »**, avec M. Jean-Claude Leclabart, M. François Ruffin et M. Laurent Somon, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 12 avril 2021.

« La V^e^ République en temps de crise sanitaire (I). Le regard des universitaires », avec M^me^ Anne-Charlène Bezzina, M. Thibault Desmoulins, M. le Pr. Jean-Éric Gicquel, M^me^ Sophie Hutier et M^me^ le Pr. Anne Levade, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 7 avril 2021.

2019 **« La place du citoyen dans les institutions de la V^e^ République »**, avec M. Jérôme Bignon, M^me^ Marine Fleury, M^me^ Céline Husson, M. Benoît Mercuzot et M. Gilles Toulemonde, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 4 février 2019.

2018 **« Les métamorphoses de la Constitution de 1958 »**, avec M. Rodolphe Juy-Birmann, M. Christian Manable et M. Samuel Thérain, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 4 octobre 2018.

« Le projet de réforme institutionnelle. Un Parlement affaibli ? », avec M^me^ Florence Jamay, M^me^ Isabelle Müller-Quoy, M. le Pr. Tristan Pouthier, M. Basile Ridard et M. le Pr. Charles-Edouard Sénac, CURAPP-ESS, Université de Picardie Jules Verne, 5 juin 2018.